

L'espace démographique post-soviétique : Europe orientale ou partie intégrante de l'Europe ?

Anatoli VICHNEVSKI

Ouest et Est de l'Europe : convergence démographique

Les démographes connaissent bien la ligne Pétersbourg-Trieste tracée par John Hajnal. Pendant des siècles le comportement démographique de la majorité de la population à l'ouest et à l'est de cette ligne se distinguait fondamentalement. Mais aujourd'hui cette frontière s'estompe, car les deux parties de l'Europe avancent pour l'essentiel dans la même direction ayant connu une période de modernisation démographique, la transition démographique, grâce à quoi s'est établi ou s'établit sur toute la ligne allant de Dublin et Lisbonne jusqu'à l'Oural et même plus loin jusqu'à Vladivostok un seul et même type de comportement démographique défini par des déterminants matériels et socioculturels identiques ou très proches. Il va sans dire qu'aujourd'hui encore subsistent de nombreuses différences souvent très importantes. Mais ce sont des différences qui existent dans le cadre d'un seul type historique de comportement. Elles disparaissent et disparaîtront progressivement sans passer par de brusques changements et révolutions.

Fécondité identique

La fécondité offre un exemple on ne peut plus évident du rapprochement du type de comportement démographique où tout dernièrement encore les différences étaient très grandes. On comptait 408 enfants pour cent femmes des générations nées en Russie en 1895 contre 210 en France, pour les mêmes générations ou 194 en Suède¹. Mais les différences disparaissent pratiquement dès les générations nées en 1920. Le nombre d'enfants pour 100 femmes mariées des générations nées en 1925 s'élevait à 227 en Russie, 202 en Ukraine, 240 en Biélorussie, etc². Si nous prenons les générations de femmes nées dans les années 1940, nous verrons que la fécondité dans les républiques européennes de l'URSS était souvent inférieure au niveau atteint en Europe occidentale. Elle était en Russie de 180 naissances pour 100 femmes, 183 en

¹ Festy P. La fécondité des pays occidentaux de 1870 à 1970. Travaux et documents, Cahier n° 85. Paris, 1979, p. 300-301.

² *Reproduction de la population de l'URSS*, Moscou., 1983, p. 231.

Ukraine, 195 en Biélorussie³ contre 238 en Angleterre, 247 en France, 197 en Allemagne Fédérale, etc.⁴

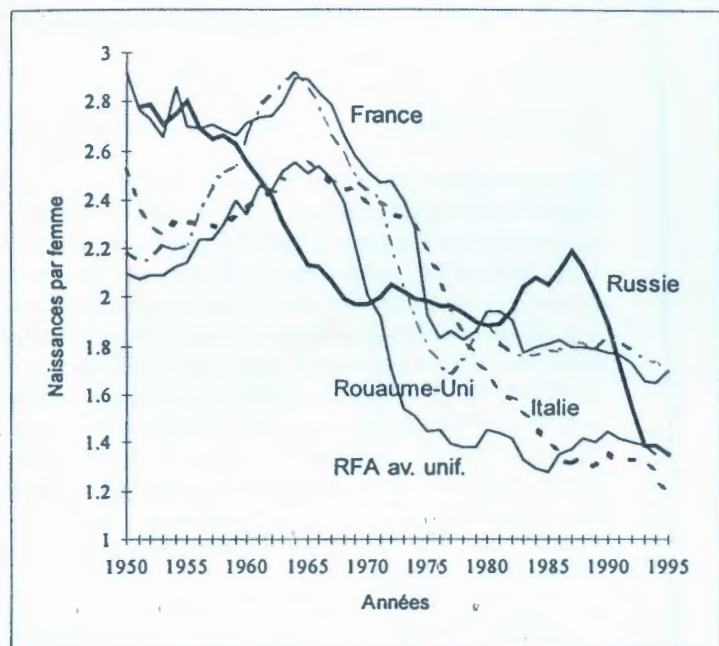


Figure 1. Indice conjoncturel de fécondité en Russie et dans certains pays européens, 1950-1995

Au cours de toute la période d'après-guerre, le rapprochement des niveaux de fécondité dans tous les pays européens, malgré certaines différences dans les phases de fluctuations des indices, était de plus en plus évident (fig. 1). Ce rapprochement est une conséquence naturelle de la similitude des facteurs clés que sont pour le comportement démographique le niveau d'urbanisation et le mode de vie urbain, le niveau d'instruction et la situation des femmes, les espoirs placés dans les générations montantes, le sentiment de responsabilité des parents pour l'avenir des enfants, etc. Les réformes modernes, la transition à l'économie de marché dans les Etats postsoviétiques les rapprochent encore plus de l'Europe occidentale et par la même renforce l'action des facteurs déterminant le développement démographique convergent. Une fois engagées

³ A. Vichnevski et al, *Les tendances récentes de la fécondité en URSS*, Sotsiologitcheskie issledovania, 1988, 3, p. 60-61.

⁴ Festy P. Op. cit, p. 300-301.

sur la voie des réformes, il serait étonnant que la Russie ou l'Ukraine se soient plus éloignées que rapprochée sur le plan démographique des pays européens.

Mortalité différente

Contrairement aux indices de fécondité, les indices de mortalité et d'espérance de vie présentent des différences importantes entre les pays postsoviétiques et d'Europe occidentale et semblerait plutôt parler en faveur d'une divergence que le contraire. C'est réellement ce qui se passe à brève ou à moyenne échéance. Depuis plus de 30 ans, l'espérance de vie en Russie et dans d'autres ex-républiques de l'URSS ou bien n'augmente pas ou bien se réduit même, elle a accusé une baisse particulièrement forte au début des années 1990. Pour les pays occidentaux, c'était par contre une période de succès dans la lutte contre la mort, ce qui fait que l'écart Est-Ouest de l'Europe ne faisait qu'augmenter.

Toutefois à longue échéance la situation est quelque peu différente. Jusqu'au milieu des années 1960 l'évolution de la mortalité en URSS rappelait celle du Japon. Les ex-républiques soviétiques ont surmonté avec plus au moins de succès l'étape de "la première révolution épidémiologique" marquée par l'établissement d'un contrôle sur les maladies infectieuses, par la brusque baisse de la mortalité due à ces maladies, surtout infantile. Aussi les "maladies de civilisation", surtout les maladies de l'appareil circulatoire et le cancer sont-elles passées au premier plan. C'est à ce moment-là que s'est produit le rapprochement de la Russie et du Japon avec la plupart des pays occidentaux et l'écart entre eux est devenu minime. Le rapprochement n'a pas été seulement quantitatif. Tous les pays de culture européenne, que ce soit en Europe même (y compris les républiques européennes de l'URSS) ou d'outremer ainsi que le Japon se sont trouvés, dans leurs efforts pour prolonger la vie, face à un ennemi commun. En Occident la lutte a été couronnée de succès dans les années 1960-1980 et a donné de remarquables résultats. Ainsi la mortalité infantile dans les pays de l'Union européenne entre 1960 et 1990 s'est réduite de 4,5 fois, l'espérance de vie a augmenté de 5,3 ans pour les hommes et de 6,7 ans pour les femmes. Mais l'Union soviétique n'a pas participé à cette lutte et c'est pourquoi elle n'en a pas profité. Pour de nombreuses raisons économiques et politiques connues, tout le système de protection de la santé en URSS s'est trouvé confronté à une longue crise et elle n'a rien pu opposer ni aux "maladies de civilisation", ni à la pression des facteurs sociogènes et technogènes, engendrant une très haute mortalité pour causes externes (accidents, etc.).

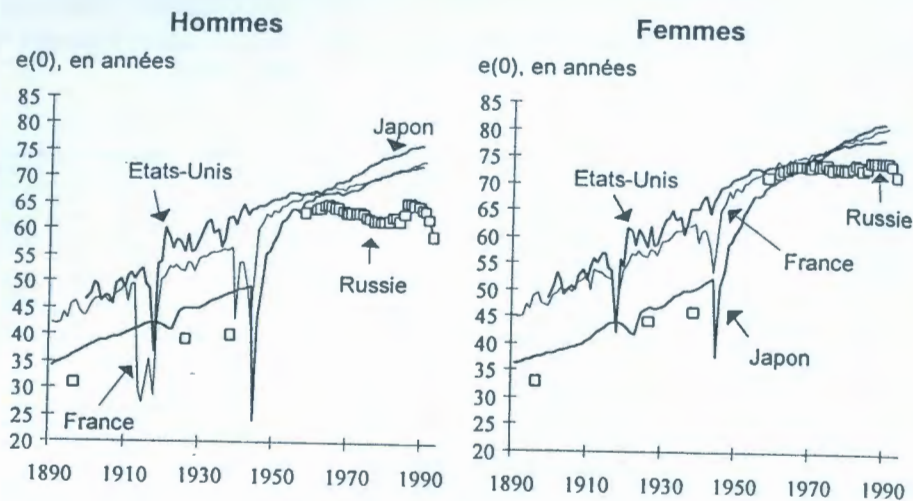


Figure 2. Evolution de l'espérance de vie depuis 1890 en Russie, aux Etats-Unis, en France et au Japon

Source : Meslé F., Shkolnikov V., Hertrich V., Vallin J. Tendances récentes de la mortalité par cause en Russie 1965-1994. Paris, INED, Données statistiques, 1996 n° 2, p. 10.

Cette crise n'est pas surmontée jusqu'à présent et s'est même aggravée dans les années 1990. Mais les résultats que l'URSS avait obtenus au milieu des années 1960 et qui l'avaient rapprochée alors des pays européens n'ont pas été perdus. Les questions de mortalité dans l'espace postsoviétique, ce sont des questions concernant les sociétés industrielles urbaines de type européen, et elles ne peuvent être résolues que par les mêmes moyens qui ont été employés et sont employés en Occident. Le retard croissant en matière d'espérance de vie est perçu de façon de plus en plus aiguë par les pays postsoviétiques, ce qui les pousse à essayer de remplacer les tendances divergentes par des tendances convergentes et donc à s'"européaniser". Tel est encore un des gages de leur rapprochement inévitable avec l'Europe occidentale, de la restructuration de nombreux instituts allant de la famille aux instituts de santé publique ou de sécurité sociale à l'europpéenne, prémice indispensable pour surmonter la crise de la mortalité.

Tableau 1. Espérance de vie à la naissance dans certains pays européens, 1960-1995

Pays	Hommes					Femmes				
	1960	1970	1980	1990	1995	1960	1970	1980	1990	1995
Russie	63,3	63,1	61,5	63,8	58,2	71,8	73,3	73,0	74,2	71,7
Ukraine	...	...	64,6	65,9	62,8*	...	...	74,0	75,0	73,2*
Lettonie	...	...	63,6	64,2	62,7*	...	...	73,9	74,6	72,9*
Autriche	66,2*	66,5	69,0	72,4	73,4*	72,7*	73,4	76,1	78,9	79,7*
Espagne	67,4	69,2	72,5	73,3	73,2	72,2	74,8	78,6	80,4	81,2
France	66,9	68,4	70,2	72,7	73,8*	73,6	75,9	78,4	80,9	81,9*
Grèce	67,3	70,1	72,7	74,6	75,2*	72,4	73,8	76,8	79,5	80,2*
Italie	72,3	74,9	77,4	80,1	74,7*	72,6	74,9	77,4	80,1	81,2*
Portugal	61,2	64,2	67,7	70,4	71,5	66,8	70,8	75,2	77,4	78,6
Royaume-Uni	67,9	68,7	70,2	72,9	74,2*	73,7	75,0	76,2	78,5	79,4*
Ex-URSS	65,3*	64,5*	62,3*	64,3	-	72,7*	73,5*	72,5*	73,9	-
Union Européenne	67,5	68,6	70,5	72,8	74,0*	72,7	74,6	77,1	79,4	80,5*

* 1994; * 1960-1964; * 1960-1961; * 1970-1971; * 1980-1981.

Sources : Evolution démographique récente en Europe 1996, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1996, T4.2 ; Statistique démographique 1996, Eurostat, Luxembourg, 1996, p. 170 ; La population de l'URSS 1987, Annuaire statistique, Moscou, 1988, p. 351 ; L'économie nationale de l'URSS 1990, Annuaire statistique, Moscou, 1991, p. 94 ; La population de la Russie 1996, Moscou, 1997, p. 166.

Tableau 2. Evolution du taux de mortalité infantile dans certains pays européens, 1960-1995 (pour 1000 naissances).

Pays	1960	1970	1980	1990	1995
Russie	36,6	22,9	22,0	17,6	18,2
Ukraine	...	17,0	16,6	13,0	15,9*
Lettonie	...	17,9	15,4	13,7	18,8
Allemagne (R.F.A.)	35,0	23,6	12,6	7,0	5,5*
Autriche	37,5	25,9	14,3	7,8	5,4
Espagne	43,7	28,1	12,3	7,6	5,6
Grèce	40,1	29,6	17,9	9,7	7,7
Italie	43,9	29,6	14,6	8,2	6,2
Portugal	77,5	55,5	24,3	10,9	7,4
Ex-URSS	35,3	24,7	27,3	21,8	-
Union européenne	34,5	23,4	12,4	7,6	6,1*

* 1994

Sources : *Evolution démographique récente en Europe 1996*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1996, T4.2 ; *Statistique démographique 1996*, Eurostat, Luxembourg, 1996, p. 170 ; *La population de l'URSS 1987*, Annuaire statistique, Moscou, 1990, p. 344 ; *L'économie nationale de l'URSS 1990*, p. 92.

Le vieillissement de la population

Autre tendance démographique à long terme qui rapproche l'Europe, de l'Est de l'Europe de l'Ouest est le vieillissement de la population. Elle est liée à la baisse de la fécondité et de la mortalité. Mais le rôle principal revient à la baisse de la fécondité et c'est justement par le niveau de fécondité que les pays européens postsoviétiques ne diffèrent pratiquement pas des pays d'Europe occidentale. Comme la baisse de la fécondité en URSS s'est produite plus tard qu'en Europe occidentale, la population des anciennes républiques soviétiques a été pendant longtemps plus jeune que les pays d'Europe occidentale. Cette différence se maintient mais elle devient moins importante et tous les pays postsoviétiques européens se retrouvent avec les mêmes problèmes de réorganisation de leurs systèmes de retraite-vieillesse, de santé publique ; d'assistance sociale, etc. que les pays de l'Union européenne. Quelles que soient les différences économique ou politiques entre les deux parties de l'Europe, les réalités démographiques, à cet égard également, provoquent des réactions identiques de la part de la société et de l'Etat et apportent aussi leur contribution à la convergence croissante du développement.

Tableau 3. Taux de dépendance des personnes âgées (65 ans et plus) pour 100 actifs

Pays	1950	1975	2000	2025	2050
Allemagne	14,5	23,3	23,1	33,6	51,5
France	17,3	21,5	24,8	36,8	46,8
Royaume-Uni	16,0	22,2	24,1	32,8	39,3
Russie	9,5	13,0	18,3	26,9	38,6
Ukraine	11,7	15,7	21,1	28,0	40,8

Source : UN World Population Prospects : the 1996 Revision, medium variant.

Croissance de la population

Toutefois les stimulants principaux du rapprochement, dictés par des tendances démographiques identiques sont liés aux traits communs propres à la croissance de la population des deux parties de l'Europe. Dans ces traits se reflètent les trois processus cités - l'évolution de la fécondité, de la mortalité et de la structure par âge.

Depuis une longue période de temps on assiste dans l'Europe de l'Est et de l'Ouest à une réduction continue de l'accroissement naturel. Dans les pays de l'Union européenne il s'est réduit de 7,9 pour mille en 1960-1964 pour atteindre 1,4 pour mille en 1990-1994. En 1994 il est passé à 1 pour mille. Dans certains de ces pays, il devenait souvent négatif dès les années 1970.

C'est le tour aujourd'hui des anciennes républiques soviétiques. Une grande partie de l'espace postsoviétique est devenue dans les années 1990 une zone de dépression démographique où l'on observe une déperdition naturelle de la population des plus importantes de l'Europe. Toutefois même dans les pays européens où la situation est meilleure, la croissance naturelle est faible aussi. En conséquence, la migration en tant que facteur de croissance de la population prend partout de l'importance (fig. 3), confrontant ainsi les sociétés européennes et postsoviétiques et leurs gouvernements à un problème très sérieux. Devront-elles accepter l'inévitabilité dans l'avenir d'une très faible croissance naturelle, voire zéro et peut-être même négative, autrement dit, se résigner à voir cesser toute croissance de la population de leur pays ou bien devront-elles chercher à suppléer en permanence la croissance naturelle faible ou négative par l'immigration croissante ?

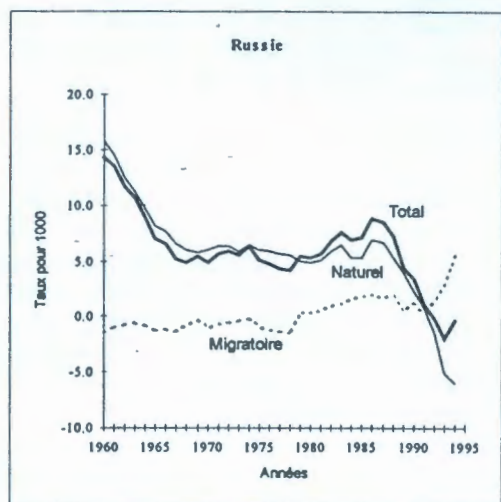
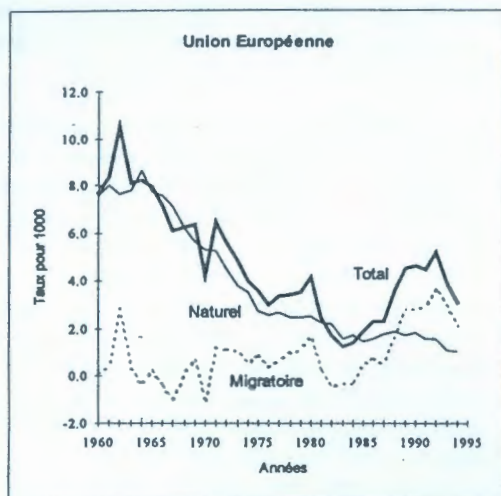


Figure 3. Accroissement naturel, migratoire et total de la population, Union européenne et Russie, 1960-1995

La réponse à cette question reflète par ailleurs l'attitude du "Nord" stagnant sur le plan démographique à l'égard de la pression démographique croissante de la part du "Sud" en pleine explosion démographique.

Les pays de l'Union européenne envisagent l'émigration du Sud vers le Nord comme une affaire avant tout intérieure et non comme un élément de développement de la situation démographique globale. Pour ce qui est de l'ex-URSS, les courants migratoires n'ont pour ainsi dire rien à voir aujourd'hui avec cette situation mais sont dictés par les particularités de la période postcoloniale initiale marquée par le retour en masse dans la métropole d'une grande partie de ses ressortissants.

Les prévisions concernant l'immigration tiennent plus compte aujourd'hui de l'opinion publique souvent hostile à l'immigration dans les pays européens que de la situation réelle dans le monde. Tous les scénarios à long terme publiés par Eurostat envisagent la réduction de la solde migratoire pour l'Union européenne après l'an 2000 bien qu'elle ait plutôt tendance à augmenter. De 1989 à 1993, elle dépassait chaque année 1 million de personnes, mais d'après les prévisions pour l'an 2020, elle sera (selon diverses variantes) de 400 à 800 000 personnes⁵.

Il en est de même en Russie. En 1993-1995 la solde migratoire s'élevait à 600 000 personnes en moyenne par an. Pour surmonter dans l'avenir la tendance à la baisse de l'effectif de la population du pays, il faut maintenir le niveau de migration nette à 500 000 par an. Pourtant les prévisions officielles du Goskomstat de Russie partent du fait que la solde migratoire sera déjà en l'an 2010 (selon diverses variantes) de 15 000 à 115 000 personnes⁶.

Le Nord démographique et le Sud démographique

Et pourtant on ne saurait ignorer les immenses changements qui ont lieu dans le monde. Encore au milieu du XX^e siècle, près du tiers de la population mondiale était concentré dans les pays plus développés du monde qui était justement pour l'essentiel le "Nord". Cette part s'est réduite aujourd'hui à un cinquième et atteindra presque un dixième au milieu du XXI^e siècle.

Le changement de rapport des masses démographiques du Nord riche et du Sud pauvre s'accompagne d'une pression de plus en plus forte du Sud sur le Nord, qui s'intensifiera inévitablement et prendra des formes diverses. L'une de ces formes, loin d'être la plus redoutable, est la migration surtout si elle est légale et contrôlée. Elle est, dans un certain sens, avantageuse à l'Europe qui ne possède pas son propre potentiel de croissance démographique. Mais la migration peut elle aussi créer un grand nombre de problèmes auxquels se sont déjà heurtés les pays d'Europe qui se trouvent déjà confrontés au danger de

⁵ *Statistique démographique 1996*, Eurostat, Luxembourg, 1996, p. 198.

⁶ *Prévisions de la population de la Russie jusqu'en l'an 2010*, Moscou, Goskomstat, 1996, p. 90.

voir la migration échappée à tout contrôle. C'est pourquoi les questions de régulation et de lutte contre ses formes illégales attirent de plus en plus l'attention. Ces problèmes sont communs à l'ensemble de l'espace européen même si dans les différentes parties de l'Europe ils peuvent se poser différemment.

Aujourd'hui ce sont les pays de l'Europe occidentale qui sont le plus préoccupés par la lutte avec la migration illégale. Etant avec les Etats-Unis les régions les plus riches du monde, elles sont le point de mire des migrants en provenance des pays pauvres du Tiers-Monde. Toutefois la richesse est une chose relative, car pour un très grand nombre de pays d'Asie ou d'Afrique, l'ex-URSS est également une région du monde favorable à l'émigration. Cela concerne surtout la Russie.

Tableau 4. Population des régions plus développées du monde, 1950-2050, d'après les dernières prévisions de l'ONU

	Population, millions de personnes			2050 par rapport à 1950	Population, %		
	1950	2000	2050		1950	2000	2050
Monde entier	2523,9	6091,4	9366,7	3,7	100	100	100
y compris les pays les plus développés	812,7	1187,0	1161,7	1,4	32	19	12
dont :							
Europe	547,3	729,3	637,6	1,2	22	12	7
dont :							
Europe des 15	296,2	375,2	334,6	1,1	12	6	4
Ex-URSS (partie européenne)	154,8	219,3	175,3	1,1	6	4	2
dont Russie	102,2	146,2	114,3	1,1	4	2	1
Autres pays européens	96,4	134,8	127,7	0,0	4	2	1
Etats-Unis et Canada	171,6	308,5	383,9	2,2	7	5	4
Japon	83,6	126,4	109,5	1,3	3	2	1
Autres pays développés	10,2	22,7	30,7	3,0	0	0	0

Source : UN World Population Prospects : the 1996 Revision, medium variant.

Que l'on jette un regard sur la carte géographique et on verra que la frontière sud de la Russie surtout de la Sibérie et des régions faiblement peuplées de l'Extrême-Orient est l'endroit où le Sud surpeuplé côtoie de très près le Nord post-transitoire et où la pression démographique directe du Sud sur le Nord risque de s'exercer en premier lieu. La situation s'aggrave par la très faible densité de la population de la Russie. Parmi les dix pays du monde les plus peuplés (Chine, Inde, Etats-Unis, Indonésie, Brésil, Russie, Japon, Pakistan, Bangladesh, Nigeria), la Russie, pays le plus vaste du monde, se distingue par

une densité très faible (moins de 9 personnes au km², trois fois moins que les Etats-Unis, 17 fois moins que l'Union européenne et près de 15 fois moins que la Chine voisine).

La majorité de la population de la Russie (78%, 116 millions de personnes) est concentrée dans sa partie européenne. Par la densité de la population (27 personnes au km²), cette partie du pays est proche des Etats-Unis (29 personnes au km²) même si elle se trouve bien en arrière de l'Union européenne (116 personnes au km²). Par contre, la partie asiatique de la Russie à l'ouest de l'Oural est beaucoup moins peuplée. Elle occupe 75% du territoire du pays mais n'est habitée que par 22% de sa population avec une densité de 2,5 personnes au km². De plus, dès 1992, on assiste à une perte absolue de la population de la Russie asiatique alors que la population de ses voisins du sud croît rapidement. L'explosion démographique en Chine et dans l'Asie sud-centrale a en quelques décennies sensiblement modifié et continue à modifier le rapport des masses démographiques tout le long de la frontière sud de la Russie qui tout dernièrement encore était la frontière sud de l'URSS (tableau 5). On assiste par ailleurs à la croissance rapide du potentiel militaro-économique de certains voisins du Sud et de l'Est de la Russie alors que son propre potentiel militaro-économique et démographique s'est sensiblement réduit à la suite du démembrement de l'URSS.

La situation dans les régions qui confinent avec la frontière russo-chinoise est en soi plus révélatrice. Il s'agit de trois provinces du nord-est de la Chine (Mandchourie) qui étaient encore faiblement peuplées au début du siècle (17 millions environ de personnes en 1907). Mais en moins de cent ans la situation a radicalement changé et leur population approche aujourd'hui des 100 millions. La densité de la population est presque cent fois supérieure à celle de la région économique de l'Extrême-Orient de la Russie et 34 fois supérieure à la moyenne dans 3 sujets de la Fédération, à savoir la région de l'Amour, les territoires de Khabarovsk et du Primorié, (3,7 personnes au km²) disposés le long de la frontière.

Tableau 5. Population de la Russie et de ses voisins du Sud et de l'Est, 1950-2050, en millions de personnes

Pays ou groupes de pays	1950	2000	2050
		(prévisions)	(prévisions)
Ex-URSS	180,3	[293,3]	[291,4]
Russie	101,2	146,2	114,3
Chine	554,8	1276,3	1516,7
Japon	83,6	126,4	109,5
Asie centrale *	17,5	57,4	94,8
Asie sud-centrale **	82,9	315,4	683,8

* Le Kazakhstan et 4 anciennes républiques de l'Asie centrale soviétique.

** L'Asie centrale, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan

Source : UN World Population Prospects : the 1996 Revision, medium variant.

Certes les rapports avec les pays limitrophes ne sont pas définies uniquement ni même primordialement par des facteurs démographiques. Mais il ne faut pas non plus mésestimer le rôle de ces derniers.

Les idées que l'on se fait en Russie de l'invasion en masse des Chinois en Russie ne sont, pour le moment, vraisemblablement, pas fondées. Mais on ne saurait exclure qu'au XXI^e siècle, à un certain tournant historique, la situation sur la frontière russo-chinoise puisse échapper au contrôle.

La Chine a des prétentions territoriales à l'égard de la Russie qu'elle exprime de temps à autre. Les voisins de la Russie qui se trouvent dans la région centroasiatique ne sont pas ni les plus sûrs ni les moins dangereux non plus. La croissance démographique qu'ils connaissent engendre un grand nombre de problèmes intérieurs qui peuvent, dans certaines conditions, les pousser à une agression extérieure.

M. Raymond Barre a souligné que la dimension des pays européens les poussent à se réunir. Mais la Russie qui est un grand pays, sur le fond des nouvelles réalités démographiques, devient aussi, avec ses 150 millions d'habitants un pays de dimension moyenne. Si, au début du siècle, l'empire russe concentrait 8% de la population mondiale, cette grandeur n'est plus. Si la Russie continue, sur le modèle de l'époque soviétique, à maintenir une distance ostensible à l'égard de l'Europe, et d'autant plus la confrontation, elle aura du mal à lutter contre la pression du Sud et risque de se retrouver dans une situation difficile.

Mais l'Europe non plus n'aura pas grand chose à gagner de cet état de choses. Si le front du Nord est percé en Sibérie ou si la Russie se trouve assujettie à ses voisins du Sud, l'Europe en ressentira les effets. Ainsi, les particularités de l'espace démographique européen communes pour toutes les parties de l'Europe les poussent là aussi à se rapprocher et à unir leurs efforts.

Débats et commentaires

sous la présidence de Jean NESTOR
Secrétaire général du Mouvement Européen-France

Jean Nestor : La tonalité des deux exposés était très différente, mais ce ne sont pas deux thèses contradictoires qui se sont affrontées, plutôt deux points de vue géographiques.

Alain Blum a fait preuve d'un optimisme fortement lié à une prise en compte de l'extension géographique de l'Union européenne. Anatoli Vichnevski nous a rappelé que notre continent pris dans son ensemble se situe dans une zone de dépression démographique qui pose quelques problèmes sur la façon dont on conçoit son avenir. La parole est maintenant à la salle pour quelques instants de discussion.

Un intervenant : Je suis vraiment choqué que l'on puisse présenter la situation démographique de l'Europe en réglant les problèmes par l'adjonction de territoires qui permettront à sa population de s'accroître. Je regrette que M. Blum, un démographe présentant la situation de l'Europe, ne nous ait pas donné le chiffre suivant : le taux de fécondité actuel sur l'ensemble de l'Europe des Quinze est de moins de 70%, c'est-à-dire qu'en deux générations, à cent adultes correspondront moins de quarante-sept petits-enfants.

Alain Blum : On peut donner tous les chiffres que l'on veut, je donnerai trois réponses à votre question.

Premièrement, lorsque vous dites que cent adultes donneront quarante-sept petits-enfants, vous ne prenez en compte qu'un indicateur très ponctuel. Jusqu'à présent, la croissance démographique a été beaucoup élevée que cela. Elle l'est encore.

Deuxièmement, à territoire constant, la croissance démographique n'est pas uniquement due à la différence entre les naissances et les décès. On ne peut exclure les flux migratoires de la croissance. Comme vous le savez, les pays européens, en particulier la France, ont crû au cours du XX^e siècle par les apports migratoires. Dire que cent adultes donneront cinquante petits-enfants, c'est faire abstraction d'une composante forte de la croissance. Ce type d'indicateurs qui isolent un facteur ne sont pas pertinents pour analyser les questions dans leur globalité.

Troisièmement, du point de vue des dynamiques de fécondité, rien ne permet d'établir une projection à deux générations, soit cinquante-cinq ans, en

s'appuyant sur l'indice de fécondité actuel puisque celui-ci varie selon les pays et selon les époques.

Par exemple, en Espagne on compte aujourd'hui 1,2 enfant par femme. L'Espagne est dans une phase de décroissance très rapide. La situation va se stabiliser, avant d'amorcer une reprise. En France, ce chiffre tourne autour de 1,6 enfant par femme. On observe donc une grande disparité en Europe et rien ne permet de projeter ces niveaux de fécondité à un horizon de cinquante ans.

En fait, la principale réponse à votre question est que l'on ne peut isoler ainsi les différents facteurs de croissance démographique puisque l'ensemble des pays - je m'appuie là sur des situations observées depuis plus d'un siècle - a crû au travers d'une augmentation de l'espérance de vie et d'un mélange de naissances et d'immigration.

Anatoli Vichnevski : Même si l'on peut partager votre inquiétude, que tout démographe comprend, personne ne sait comment modifier cette situation parce que ce taux de fécondité bas résulte du choix individuel de la majorité de la population de tout pays européen. Bien sûr, des tentatives ont essayé d'influencer ce comportement en mettant en oeuvre différentes politiques, y compris de force comme en Union soviétique ou dans d'autres pays totalitaires.

En fait, c'est dans les pays comme l'Union soviétique ou l'Allemagne nazie, dans ces pays qui ont connu une période d'intervention de l'Etat dans la vie privée, où des éléments d'interdiction ou de limitation du comportement démographique ont été les plus marqués, ou encore dans les pays à forte tradition catholique comme l'Italie ou l'Espagne, que l'on constate actuellement les taux de fécondité les plus bas du monde.

Si nous pouvions, en tant que chercheurs s'intéressant au sujet, suggérer une solution, croyez bien que nous le ferions. Mais pour le moment nous ne pouvons qu'observer ce phénomène, comme une maladie que l'on ne peut soigner.

Un intervenant : Pourquoi la Russie avec tous les problèmes économiques, politiques et de qualité de vie que nous lui connaissons subit-elle également une immigration ? Pour reprendre les propos de M. Alain Blum sur les pays européens, est-ce uniquement dû au fait que ses frontières ne sont pas ouvertes ? Comment expliquer que les Chinois, venant d'un pays dont la croissance est de plus de 14%, émigrent vers la Russie ? S'agit-il d'une immigration rurale ou citadine ?

Anatoli Vichnevski : La Chine est certes un pays à forte croissance, mais elle n'est pas un pays riche. Sa croissance touche certains secteurs économiques et

certaines régions géographiques, mais la population rurale reste assez pauvre et la Chine connaît une surpopulation agricole. Les paysans recherchent des terres à cultiver. Il leur suffit de traverser la rivière. Pour le moment ce n'est pas le cas. Il existe une certaine migration en quête de travail, il y a des gens qui font le va-et-vient à des fins commerciales. Mais la migration massive, ce n'est qu'un danger potentiel.

Cependant, de temps à autre, la Chine en tant qu'Etat a des prétentions officielles sur certaines parties du territoire russe. Il ne s'agit pas d'entrer dans d'anciennes discussions sur les frontières, mais il n'est pas exclu que la différence de potentiel démographique puisse, un jour, justifier une agression ou des pressions politiques.

De plus, la Russie d'un point de vue pratique ne peut pas protéger ses frontières pour le moment. Celles-ci s'étendent sur plusieurs milliers de kilomètres et l'Armée russe est beaucoup moins importante qu'auparavant parce que la plupart des jeunes générations, qui formaient les rangs de l'Armée soviétique, sont restées en Asie centrale.

Alain Blum : Il ne faut pas voir la Russie comme un tout. Effectivement, les indicateurs globaux, le PIB, sont en baisse, mais c'est un pays en pleine restructuration. Certains secteurs d'activité, comme l'industrie liée au complexe militaro-industriel, sont en décroissance, mais d'autres connaissent une véritable croissance.

Par ailleurs, on constate une restructuration des travaux effectués par la population russe. Il est frappant de voir que les Russes fournissent leur propre main d'oeuvre immigrée, en ce sens qu'il n'y avait pas de spécialisation de travail, pas de travaux moins bien payés réservés aux travailleurs immigrés. Il existait un marché presque exclusivement interne (à l'exception d'un recrutement de main d'oeuvre peu important en provenance de pays comme le Viêt-nam ou la Corée du Nord). L'ouverture de la Russie a conduit à une restructuration du marché intérieur de la main d'oeuvre qui a effectivement produit un chômage important mais aussi, paradoxalement, une offre d'emploi relativement forte. Certains secteurs d'emploi ont donc une demande de main d'oeuvre immigrée qu'ils payent bien par rapport au niveau de vie de leur pays. C'est le cas, par exemple, de la main d'oeuvre dans le bâtiment, qui est essentiellement ukrainienne ou turque.

En ce qui concerne les Chinois, plusieurs enquêtes ont montré qu'une partie de l'immigration chinoise est une immigration commerciale, d'instauration de flux commerciaux entre la Chine et la Russie. Il ne s'agit donc pas d'une migration définitive. Aux frontières entre la Chine et la Russie, il ne s'agit pas uniquement d'une immigration de main d'oeuvre - au sens de main d'oeuvre dans les

entreprises - mais aussi d'une immigration due à des raisons commerciales correspondant à l'instauration d'échanges rapides à travers la frontière. C'est un facteur important.

Il ne faut pas sous-estimer la croissance actuelle de la Russie. Ce n'est certes pas l'image que l'on a globalement d'elle, mais elle constitue dans certains secteurs un attrait pour des populations immigrés.

Jean Nestor : Il ne faut pas non plus considérer la Chine comme un tout. Les taux de croissance économique auxquels vous faites allusion sont ceux de la Chine du Sud, pas ceux des régions frontalières de la Russie.

Un intervenant : Une augmentation massive des allocations familiales aurait-elle un effet positif sur la fécondité ?

Alain Blum : L'effet des politiques familiales est très discuté. Les effets à long terme existent, mais sont relativement faibles.

La politique familiale menée en France explique peut-être que l'on ait 0,1 ou 0,2 enfant de plus par femme, mais pas plus.

Des mesures brutales ont toujours un effet spectaculaire. Ce sont l'URSS et les pays de l'Est qui les ont expérimentées, mais il en résulte des effets dits de "calendrier", c'est-à-dire de très court terme. C'est ce que l'on a pu observer en Allemagne de l'Est en 1982 lorsque ont été prises un ensemble de mesures destinées à inciter les femmes à avoir des enfants.

Les congés de maternité prolongés et les mesures prises brutalement sont assez efficaces sur le court terme. Les familles anticipent la venue des enfants. En fait, cela ne change pas en profondeur le modèle dominant, qui est en Europe, aujourd'hui, celui d'une famille à deux enfants. Certaines familles qui n'en ont qu'un peuvent certes être incitées à en faire un second, mais on n'a jamais observé d'effet fort, allant jusqu'au changement du modèle familial.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas d'allocations familiales. L'effet des allocations est un effet de redistribution, de politique familiale. C'est un aspect extrêmement important.

Les expériences menées en URSS et en Europe de l'Est ont montré que des mesures brutales ont toujours des effets *a contrario* assez négatifs. Ce sont toujours des politiques de long terme, progressives, qui conduisent à un léger différentiel.

Anatoli Vichnevski : Plus la population est riche, plus la fécondité est basse. Cela prouve que l'argent des allocations ne résout pas tous les problèmes. Les Allemands ne sont pas pauvres, pourtant leur taux de fécondité est l'un des plus bas au monde. On peut toujours améliorer la situation et le bien-être des familles, mais il existe d'autres freins comme ceux liés à la position des femmes et à leur prétention à l'auto-réalisation.

Alain Blum : Il est assez frappant de constater que l'on n'a pas réussi à établir de relation entre chômage et fécondité, alors que l'on s'attendrait avec l'augmentation du chômage aux âges de la fécondité à une baisse de la fécondité.

Magnus Robach, ministre conseiller à l'ambassade de Suède : Etant suédois, je puis vous dire que la Suède n'a jamais mené de politique démographique, mais l'on a pu y constater une augmentation assez sensible de la fécondité ces dernières années, dépassant le taux de reproduction fatidique de deux enfants par femme. Deux hypothèses ont été émises. La première, dont nous pouvons être fiers, est que nous avons mené une politique très active de conciliation de la vie de famille et de la vie de travail, tant pour l'homme que pour la femme. Elle a certainement eu un effet bénéfique. La seconde, dont on n'ose presque pas parler, repose sur certaines indications qui montrent que le changement de la structure familiale, le fait que l'on ait au cours d'une vie plusieurs familles - consécutives - contribue aussi à la fécondité.

Anatoli Vichnevski : Cette idée de polygamie consécutive existe depuis longtemps. Mais, plus sérieusement, on observe, dans la courbe de fécondité de la partie européenne de la Russie et d'autres républiques européennes, un comportement étrange. On constate une baisse sur les derniers quarante ans, mais selon des phases différentes, des vagues que personne ne sait expliquer, synchrones pour les pays de l'Europe de l'Ouest, synchrones également, mais ne coïncidant pas, pour dans les pays d'Europe de l'Est, atteignant leur maximum d'un côté, leur minimum de l'autre, et inversement. Certaines hypothèses ont été émises, mais aucune explication et aucun moyen d'y remédier ne sont apparus.

Alain Blum : Nous connaissons effectivement des phases de fluctuations autour d'un modèle commun. Le cas suédois est intéressant à cet égard. En 1994, la fécondité en Suède n'a pas été plus forte qu'en France. Cette fécondité peut varier de 1,6 à 1,9, mais reste conforme au même modèle. Aucune politique ne changera cela.

Il ne faut cependant pas exclure l'effet de génération qui peut être très fort. Certaines théories montraient des résultats anti-cycliques, que les enfants dont les parents avaient eu beaucoup d'enfants en avaient moins. Il n'est pas exclu que les enfants qui naissent aujourd'hui ne souhaitent pas avoir, lorsqu'ils seront

en âge de le faire, trois enfants par femme. Mais la raison n'en sera pas économique, elle sera culturelle ; et cela, on ne peut le prévoir.

Aujourd'hui la fécondité remonte en France. Elle continuera sans doute, mais s'arrêtera avant deux enfants par femme. Pour l'instant, on ne sent pas le modèle changer, mais cela ne veut pas dire que dans vingt-cinq ans, il sera toujours le même. Le *baby-boom* était totalement inattendu après la guerre. En France, nous aurons peut-être un *baby-boom* dans dix ou vingt ans, mais il ne sera pas le fait de raisons économiques.

De plus, nous aurons des situations assez uniformes en Europe. Je ne pense pas que nous puissions maintenant connaître des situations nationales très divergentes.

Un intervenant : On dit souvent que l'Amérique du Nord est en avance sur de nombreux sujets par rapport à l'Occident. En matière de démographie, y trouverions-nous quelques indications ? Vos collègues américains ont-ils sur les problèmes que vous venez d'évoquer une réflexion similaire ou différente de la vôtre ?

Alain Blum : D'un point de vue démographique, la situation américaine est assez hétérogène. On ne peut pas parler d'avance, en ce sens qu'elle a suivi un chemin à peu près parallèle et qu'il subsiste une hétérogénéité assez forte dans les comportements des populations.

C'est, par exemple, un pays qui connaît beaucoup plus de grossesses très précoces, autour de quinze, seize et dix-sept ans, en raison d'une stratification des populations beaucoup plus forte que chez nous.

C'est un pays dont l'hétérogénéité rend la comparaison avec l'Europe, en termes d'avance ou de retard, quasiment impossible.

Par ailleurs, les questions qui préoccupent les Français et quelques autres Européens sont relativement différentes de celles qui préoccupent les Américains. L'Amérique est un pays d'immigration par définition, par construction. La question de la fécondité y est très rarement mise en avant, en partie pour ne pas entrer dans des débats communautaires ou mettre trop en lumière les contrastes entre communautés, ce qui est très difficile aujourd'hui aux Etats-Unis. Aussi les démographes américains travaillent-ils énormément sur la taille de la population, enjeu important en termes de communautés, de votes et de mandats.

Le débat n'est par ailleurs pas facile avec les Américains. En Europe, nous nous intéressons à la démographie européenne, les Américains, quant à eux,

s'attachent plus à la démographie du développement, à des phénomènes extérieurs à leur pays.

Un intervenant : Pendant longtemps, en gros jusqu'à la fin des Trente Glorieuses, la cible affichée était l'accroissement démographique. On cherchait des bras. Aujourd'hui, on cherche surtout comment les occuper et les nourrir. Compte tenu de cette modification, le moyen de mesure de l'accroissement démographique reste-t-il toujours valable pour des pays dits développés ?

Une intervenante : Je ne suis pas tout à fait d'accord avec ce que M. Blum disait de l'importance de l'économie sur la fécondité des femmes. L'expérience suédoise semble bien montrer qu'un environnement social permettant aux femmes de travailler tout en ayant des enfants a accru assez considérablement la fécondité. Par ailleurs, la comparaison avec ce qui s'est passé avant, puisque maintenant en Europe on planifie les naissances et qu'il y a donc limitation de naissances, peut s'assimiler à une nouvelle donne. Pour les femmes des jeunes générations, le contexte économique est énorme. Dès qu'il y a une crise, la fécondité tombe dans tous les pays européens. Vous pouvez me répondre que ce n'est qu'un décalage et que les gens auront dans un an l'enfant qu'ils n'ont pas eu, mais je n'en suis pas si sûre. Les ménages peuvent maintenant planifier les naissances. C'était une remarque. Ma question porte sur un autre point.

Cet accompagnement de diminution de la fécondité s'accompagne d'un vieillissement de la population. Ce vieillissement de la population entraîne-t-il une perte de dynamisme dans la création, dans la recherche et dans la puissance de l'Europe ?

Alain Blum : La première question sur les moyens de mesures est une question très intéressante et difficile à traiter rapidement.

En quoi un nouveau régime démographique conduit-il à penser d'autres méthodes de mesures et à mettre en avant d'autres indicateurs ? Il est évident qu'en période de transition démographique avec une baisse rapide de la fécondité, la notion même de fécondité du moment est importante. Lorsque l'on est dans une situation stable, la réponse est beaucoup plus complexe.

Il existe des outils techniques que l'on traduit en termes de fécondité que tout le monde comprend. Or, cette traduction pose souvent des problèmes. Il serait bon de mener une réflexion sur ces questions. Cela m'amène à la question de vieillissement.

Vous parlez de vieillissement et de dynamisme. Mais le terme de vieillissement de population n'est pas le même que celui de vieillissement individuel.

Une partie du vieillissement s'est faite par la baisse de la fécondité et une autre par l'augmentation de l'espérance de vie. Cette dernière veut dire qu'à soixante ans, on est en bien meilleure santé qu'il y a cinquante ans au même âge. Donc, le vieillissement de la population, tel qu'il est mesuré par la proportion des personnes de 60, 65 ans et plus, ne signifie pas vieillissement biologique. Les personnes qui prennent leur retraite à 60 ans sont beaucoup plus actives parce qu'en bien meilleure santé que celles qui atteignaient 60 ans au début du siècle. A cette époque, il leur restait en moyenne sept ans à vivre, aujourd'hui, plus de vingt ans. Leur perspective est bien plus longue.

En revanche, là où cela devient intéressant, c'est que cela veut dire aussi que ces personnes sont formées (en termes d'éducation) depuis plus longtemps. Intervient là une autre question extrêmement importante, dans la lignée de la vôtre. Le terme vieillissement ne convient pas, mais l'augmentation de la proportion de personnes de plus de soixante ans signifie une augmentation de la proportion de personnes formées à des réalités technologiques il y a beaucoup plus longtemps, sauf, bien sûr, si une logique d'éducation permanente et de formation continue se met en place, sachant que la durée et le niveau d'éducation augmentent.

Se pose donc une question très intéressante qui tient plus à ce que l'on appelle le capital humain qui a vieilli qu'au vieillissement en termes de dynamisme. Un homme de soixante ans aujourd'hui n'est pas vieux, il est dynamique mais effectivement, il n'a pas été formé à Internet et au micro-ordinateur. Mais s'il existe une logique de formation, il est tout à fait apte. C'est donc plus en termes d'intégration, de formation du secteur économique que d'âge que se pose la question. C'est la raison pour laquelle le terme de vieillissement ne convient pas.

En ce qui concerne l'activité des femmes, je ne prétends pas que l'économie n'a pas d'influence, mais elle n'a pas d'influence moyenne sur le niveau de fécondité. Dans des pays comme les Pays-Bas, l'Allemagne ou la France, les modèles d'activité des femmes sont extrêmement différents. Aux Pays-Bas, par exemple, on attend plus longtemps pour avoir un enfant mais, en même temps, on s'arrête de travailler. Cela n'empêche pas la fécondité de n'être pas très différente.

Ces modèles d'activité fort différents ont globalement des conséquences identiques. En revanche, au niveau de chaque individu, cela peut avoir un impact. Effectivement, l'aménagement de l'activité des femmes est fondamentale pour modifier les critères de fécondité.

Mais il faut bien comprendre qu'aujourd'hui, de toute façon, on ne fait pas beaucoup d'enfants en comparaison de la durée de la vie potentiellement

féconde. On a le temps de faire deux enfants entre vingt et quarante-cinq ans pour une femme et entre vingt et soixante ans (voire plus) pour un homme. C'est la raison pour laquelle l'économie a moins d'impact. A partir du moment où l'on dispose de ce temps pour avoir deux enfants, on a beaucoup plus le temps d'amortir les chocs. C'est ainsi que l'âge à la maternité est en train de s'accroître. Quelle en sera la conséquence ? C'est un autre problème. Mais l'amortissement est beaucoup plus simple que lorsque l'on faisait six ou sept enfants par femme. Il fallait alors se dépêcher et la moindre crise représentait un enfant de moins.

Anatoli Vichnevski : La croissance démographique n'est pas une valeur en soi. Il faut l'envisager dans un contexte plus large. D'une part, le ralentissement de la croissance démographique est toujours lié au vieillissement, qui est la conséquence de la baisse de la fécondité. Si l'on voit certaines conséquences négatives à un vieillissement trop prononcé, on est donc intéressé par un accroissement de population plus élevé.

D'autre part, c'est en fait le problème des rapports entre les différents pays, les différentes cultures et les différentes populations qui est posé là. Le problème pris dans sa globalité n'est pas celui de la diminution de la population, mais, au contraire, celui d'une croissance trop rapide de la population mondiale.

Pour reprendre le thème de notre rencontre aujourd'hui - l'Europe dans l'espace-monde -, il faut comprendre que ce qui inquiète les Européens, c'est leur perte de poids dans le monde parce que, autour de cette zone de dépression démographique des pays développés, la population croît très vite.

Il est difficile de rester objectif. Les Européens sont inquiets ; peut-être existe-t-il des politiciens du Tiers-Monde qui sont, eux, très contents que ce rapport change ? C'est un intérêt différent qu'il faut prendre en considération.

Jean Nestor : Je suis obligé d'interrompre ce débat, non de le conclure, parce que nous avons soulevé plus de questions que nous ne sommes capables d'en résoudre aujourd'hui, tant il est vrai qu'au travers des questions démographiques, on finit par aborder très vite les questions d'organisation sociale. C'était d'ailleurs l'objet de ce débat.

Je suis reconnaissant aux deux intervenants de nous avoir dit clairement, dans des exposés contrastés, que l'on ne pouvait séparer les questions de dynamisme démographique des questions de dynamisme politique. C'est dans ces termes que nous pourrions trouver la réponse à la question de savoir quelle place nous aurons encore demain dans le monde.

Je leur suis également reconnaissant d'avoir rappelé des choses simples : comment, depuis des décennies, assurons-nous sur l'ensemble du continent européen la croissance de notre population ? Nous ne renouvelons pas notre population par la fécondité, mais par l'allongement de la durée de la vie et par des soldes migratoires positifs. C'est notre réalité. Elle le sera très probablement pour de nombreuses décennies encore et nous aurions probablement intérêt à la regarder en face.

Le bref débat qui s'en est suivi a montré qu'il n'y avait pas de réponse simple à la question de savoir ce que nous pourrions faire. Alain Blum rappelait que parfois les données changent sans que l'on en connaisse les raisons. Quant à savoir si l'on peut les modifier volontairement, ce n'est probablement pas au travers de primes ou d'allocations, ce serait trop simple, mais au travers de changements plus fondamentaux, touchant à l'organisation du travail ou à la conception même de la famille que nous pourrions le faire. Mais saurions-nous les gérer ?